

## **SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 16 DECEMBRE 2009**

**Présents** : MM. GALANT J., Bourgmestre, Présidente;  
CAULIER G., HORNY D., EGELS J.P., DESMET-CULQUIN B.; Echevins;  
DURIEUX J., Président du C.P.A.S.

PIGEON M., HALLOT J-P., QUINTIN Y., DUBOIS G, POTTIEZ P., MAUROY-MOULIN-STALPAERT P., SENECAUT M., LEURIDANT G., MULLER L., ROBETTE-DELPUTTE F., VANDERKEL A., DELHAYE-DEBAUQUE I., MORCRETTE C., DECAMPS P.;  
Conseillers;

DELHAYE Michel, Secrétaire Communal.

La Présidente excuse Monsieur BREUSE E.

-----

### **1. FINANCES – SITUATION DE CAISSE AU 30 NOVEMBRE 2009 – INFORMATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Est informé de la situation de caisse au 30 novembre 2009, à savoir : 677.264,12 €

-----

### **2. FINANCES – MODIFICATION BUDGETAIRE N°1 DE L'EXERCICE 2009 DE LA FABRIQUE D'EGLISE SAINT ELOI DE JURBISE – SERVICES ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE - AVIS**

Monsieur EGELS, Echevin des Finances, présente la modification budgétaire n°1 au budget 2009 de la Fabrique d'Eglise Saint-Eloi à Jurbise, dont la récapitulation est la suivante :

D'après le budget initial : Recettes : 201.989,50 €  
Recettes en plus : 44.459,07 €  
Recettes en moins : 0,00 €

D'après le budget initial : Dépenses : 201.989,50 €  
Dépenses en plus : 44.459,07€  
Dépenses en moins : 0,00

Nouveau Résultat : Recettes : 246.448,57 €  
Dépenses : 246.448.57 €

L'intervention communale supplémentaire sollicitée s'élève à 1.159.07 euros à l'ordinaire et à 43.300 euros à l'extraordinaire.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Emet un avis favorable, par 19 voix pour et 1 abstention, sur la modification budgétaire n°1 au budget 2009 de la Fabrique d'Eglise Saint-Eloi à Jurbise.

-----

**3. FINANCES – MODIFICATION BUDGETAIRE N°1 DE L'EXERCICE 2009 DE LA FABRIQUE D'EGLISE SAINT MARTIN A HERCHIES – SERVICES ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE - AVIS**

Monsieur EGELS, Echevin des Finances, présente la modification budgétaire n°1 au budget 2009 de la Fabrique d'Eglise Saint-Martin à Herchies, dont la récapitulation est la suivante :

D'après le budget initial : Recettes : 26.568,00 €  
Recettes en plus : 26.194,54 €  
Recettes en moins : 0,00 €

D'après le budget initial : Dépenses : 26.568,00 €  
Dépenses en plus : 26.194,54€  
Dépenses en moins : 0,00€

Nouveau Résultat : Recettes : 52.762,54 €  
Dépenses : 52.762,54 €

L'intervention communale supplémentaire sollicitée s'élève à 329,59 euros à l'ordinaire et à 25.864,95 euros à l'extraordinaire.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Emet un avis favorable, par 19 voix pour et 1 abstention, sur la modification budgétaire n°1 au budget 2009 de la Fabrique d'Eglise Saint-Martin à Herchies.

-----

**4. FINANCES – MOFIDICATION BUDGETAIRE N°1 DE L'EXERCICE 2009 DE LA FABRIQUE D'EGLISE NOTRE DAME DU PERPETUEL SECOURS A MASNUY-SAINT-JEAN –SERVICE ORDINAIRE - AVIS**

Monsieur EGELS, Echevin des Finances, présente la modification budgétaire n°1 au budget 2009 de la Fabrique d'Eglise Notre Dame du Perpétuel Secours à Masnuy-Saint-Jean, dont la récapitulation est la suivante :

D'après le budget initial : Recettes : 19.157,86 €  
Recettes en plus : 121,33 €  
Recettes en moins : 0,00 €

D'après le budget initial : Dépenses : 19.157,860 €  
Dépenses en plus : 121,33€  
Dépenses en moins : 0,00€

Nouveau Résultat :	Recettes :	19.279,19€
	Dépenses :	19.279,19€

L'intervention communale reste inchangée.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Emet un avis favorable, par 19 voix pour et 1 abstention, sur la modification budgétaire n°1 au budget 2009 de la Fabrique d'Eglise Notre Dame du Perpétuel Secours à Masnuy-Saint-Jean.

-----

**5. FINANCES – SYNODE DE L'EGLISE PROTESTANTE UNIE DE BELGIQUE DE BAUDOUR-HERCHIES – BUDGET 2010 - AVIS**

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le budget présente un montant de 27.215,00 euros en recettes et en dépenses.

L'intervention communale à solliciter s'élève à 5.343,41 euros à l'ordinaire, il n'y a aucune intervention à l'extraordinaire.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Emet un avis favorable par 19 voix pour et 1 abstention sur le présent budget.

-----

**6. FINANCES – FABRIQUE D'EGLISE SAINT BARTHELEMY A ERBAUT – BUDGET 2010 - AVIS**

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le budget présente un montant de 13.930,33 euros en recettes et en dépenses.

L'intervention communale à solliciter s'élève à 10.921,09 euros à l'ordinaire, il n'y a aucune intervention à l'extraordinaire.

**Monsieur EGELS ne prend pas part au vote.**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Emet un avis favorable par 18 voix pour et 1 abstention sur le présent budget.

-----

**7. FINANCES – FABRIQUE D'EGLISE SAINT MARTIN A ERBISOEUL – BUDGET 2010 - AVIS**

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le budget présente un montant de 30.017,50 euros en recettes et en dépenses.  
L'intervention communale à solliciter s'élève à 20.047,42 euros à l'ordinaire, il n'y a aucune intervention à l'extraordinaire.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Emet un avis favorable par 19 voix pour et 1 abstention sur le présent budget.

-----

**8. FINANCES – FABRIQUE D'EGLISE SAINT MARTIN A HERCHIES –  
BUDGET 2010 - AVIS**

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le budget présente un montant de 27.055,00 euros en recettes et en dépenses.  
L'intervention communale à solliciter s'élève à 24.137,68 euros à l'ordinaire, il n'y a aucune intervention à l'extraordinaire.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Emet un avis favorable par 19 voix pour et 1 abstention sur le présent budget.

-----

**9. FINANCES – FABRIQUE D'EGLISE SAINT ELOI A JURBISE – BUDGET  
2010 - AVIS**

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le budget présente un montant de 40.919,96 euros en recettes et en dépenses.  
L'intervention communale à solliciter s'élève à 15.185,97 euros à l'ordinaire et de 20.000 euros à l'extraordinaire.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Emet un avis favorable par 19 voix pour et 1 abstention sur le présent budget.

-----

**10. FINANCES – FABRIQUE D'EGLISE NOTRE DAME DU PERPETUEL  
SECOURS A MASNUIY-SAINT-JEAN – BUDGET 2010 - AVIS**

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le budget présente un montant de 22.076,56 euros en recettes et en dépenses.  
L'intervention communale à solliciter s'élève à 4.202,81 euros à l'ordinaire, il n'y a aucune intervention à l'extraordinaire.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Emet un avis favorable par 19 voix pour et 1 abstention sur le présent budget.

-----

**11. FINANCES – FABRIQUE D’EGLISE SAINT JEAN A MASNUY-SAINT-JEAN  
- BUDGET 2010 - AVIS**

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le budget présente un montant de 12.705,50 euros en recettes et en dépenses.

L’intervention communale à solliciter s’élève à 11.030,51 euros à l’ordinaire, il n’y a aucune intervention à l’extraordinaire.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Emet un avis favorable par 19 voix pour et 1 abstention sur le présent budget.

-----

**12. FINANCES – FABRIQUE D’EGLISE SAINT PIERRE A MASNUY-SAINT-PIERRE – BUDGET 2010 - AVIS**

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le budget présente un montant de 12.677,50 euros en recettes et en dépenses.

L’intervention communale à solliciter s’élève à 9.925,68 euros à l’ordinaire, il n’y a aucune intervention à l’extraordinaire.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Emet un avis favorable par 19 voix pour et 1 abstention sur le présent budget.

-----

**13. FINANCES – FABRIQUE D’EGLISE NOTRE DAME DE VACRESSE A  
HERCHIES VACRESSE – BUDGET 2010 – APPROBATION DE L’AMEN-  
DEMENT – AVIS SUR LE BUDGET 2010**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le budget établi pour l’exercice 2010 par le Conseil de la Fabrique d’Eglise Notre Dame de Vacresse à Herchies-Vacresse ;

**Attendu** qu’un montant de 10.852,00 € y est inscrit, à l’article 56 du service extraordinaire pour la réparation de la croix du clocher de l’église ;

**Attendu** que le Conseil de la Fabrique d’Eglise a financé ce projet extraordinaire en recette ordinaire à l’article 17- supplément de la commune pour les frais ordinaires du culte ;

**Considérant** que cette dépense extraordinaire doit être financée par une recette extraordinaire, il y a lieu d'amender le budget et de porter les corrections aux articles 17 et 25 ;

**Considérant** que l'Administration Communale a prévu les voies et moyens par emprunt au budget communal 2010 service extraordinaire ;

**Vu** l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 5 juillet 2007 portant le Règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la Démocratie locale et de la décentralisation;

**Vu** le Code de la Démocratie locale et de la décentralisation en ses articles L1122-30 et L1321-1 ;

**DECIDE :**

Par 19 voix pour et 1 abstention

**Article 1er.** d'amender le budget de l'exercice 2010 étant donné qu'une dépense extraordinaire doit être financée par une recette extraordinaire en inscrivant les modifications suivantes :

- a) article 17 des recettes ordinaires : diminution de 10.852,00 € pour porter la somme à 14.638,73€
- b) article 25 des recettes extraordinaires : inscription d'un montant de 10.852,00€

**Article 2.** de transmettre exemplaire de la présente décision à la Députation Permanente, l'Evêché, au Président du Conseil de Fabrique et à Madame le Receveur Régional pour disposition.

-----

**14. ARRETE DU GOUVERNEMENT WALLON DU 05 MARS 2008 RELATIF A LA GESTION DES DECHETS ISSUS DE L'ACTIVITE USUELLE DES MENAGES, TAUX DE COUVERTURE DES COUTS EN MATIERE DE DECHETS DES MENAGES, CALCULE SUR BASE DU BUDGET 2010 – APPROBATION**

Mademoiselle MORCLETTE s'interroge sur le nombre de ménages qui ne sont pas venus chercher leurs sacs poubelles. Va-t-on leur envoyer un courrier en les invitant à venir les récupérer ? Que va-t-on faire de ces sacs ? Ne faut-il pas revoir la formule de distribution ?

La Présidente précise que pour ceux qui ne se sont pas présentés, leurs sacs viendront en déduction des sacs à acheter pour 2010, ce qui aura un impact positif sur le coût vérité et donc, sera répercuté indirectement sur la population.

Mademoiselle GALANT mentionne également que, en ce qui concerne la distribution, celle-ci a été effectuée lors de cinq séances réparties en semaine et le week-end et annoncée à grand renfort de publicité. La Présidente précise qu'en matière de distribution, la Commune de Jurbise n'a rien à envier à ses communes limitrophes.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Approuve, à l'unanimité, le calcul du coût vérité relatif à l'arrêté du Gouvernement wallon du 05 mars 2008 relatif à la gestion des déchets issus de l'activité usuelle des ménages.

-----

**15. FINANCES – OCTROI D'UNE DOTATION COMMUNALE 2010 A LA ZONE DE POLICE SYLLE ET DENDRE – APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

**Vu** la Loi du 2 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux et notamment les articles 33, 38 à 41, 71 à 84, 88 et 208 qui concernent les questions budgétaires et comptables;

**Vu** la circulaire ministérielle PLP 46 du 21 août 2009 traitant les directives pour l'établissement du budget de police exercice 2010 à l'usage de la Zone;

**Vu** la circulaire ministérielle du 23 octobre 2009 traitant les directives pour l'établissement du budget communal;

**Attendu** qu'une dépense de transfert d'un montant de 669.258,05 euros est inscrite au budget communal de l'exercice 2010, à fin d'une dotation à la zone de police;

**Décide : à l'unanimité**

**Article unique :** d'octroyer une dotation communale de 669.258,05euros (montant octroyé en 2009 après modification) pour l'année 2010 à la zone de police Sylle & Dendre et de transmettre la présente résolution au Comptable spécial, au Receveur Communal et aux autorités de Tutelle.

-----

**16. FINANCES – BUDGET COMMUNAL EXERCICE 2010 SERVICES ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE - APPROBATION**

Monsieur EGELS, Echevin des Finances, présente les chiffres du budget communal de l'exercice 2010 et passe la parole à la Présidente pour l'exposé de la note politique (voir annexe).

Monsieur MULLER, au nom du groupe CDH,

*Une Réalité ou un leurre ?*

*Le budget n'est qu'un ensemble de prévisions. On peut avoir beaucoup d'imagination pour le préparer. Seulement, il y a la réalité. Or, tout le monde connaît les difficultés rencontrées non*

*seulement par les communes mais également par les citoyens suite à la crise économique actuelle.*

*Nous partageons assez bien l'analyse qui est faite dans le rapport du receveur. Des remarques judicieuses y sont mentionnées bien que déjà formulées pour la plupart en septembre 09 lors de la présentation du compte 2008.*

*Le receveur qui est le conseiller financier de la commune prône une vision à long terme. Ainsi, il préconise de faire des économies et pour cela, des actions doivent être prises :*

- Réduire au maximum tous les types de dépenses ;*
- Développer des économies d'échelle avec le CPAS ;*
- Se limiter aux investissements subsidiés ;*
- Et bien d'autres, ...*

*Le budget peut mettre en difficulté les générations futures. C'est pourquoi le CDH se demande pourquoi la majorité va-t-elle à contre courant ? Nous en voulons pour preuves :*

### ***1. Les manifestations culturelles***

*Dans le compte 2008 récemment voté, Le Receveur écrit : « Concernant la culture et les festivités (ainsi que toutes les activités facultatives, il faudra réduire au maximum les activités qui n'atteignent pas l'équilibre ». Or, nous constatons que, dès l'année 2008, 95% des activités culturelles sont budgétairement déficitaires. Bien qu'un business plan des activités culturelles et festives ait été élaboré et adapté pour 2010, nous constatons que ces mêmes activités sont reprises dans le budget 2010.*

*Voici les chiffres repris au poste "Education populaire et arts" du budget : recettes : 104.850€ et dépenses : 578.644€. Chiffres éloquentes qui parlent d'eux-mêmes. La charge de la dette augmente de 16,78% en 2010.*

*Pourquoi dès lors ne pas avoir suivi l'avis du receveur ?*

*Le CDH veut de la culture, mais pas à n'importe quel prix. En période de crise, rationalisons !*

### ***2. L'achat d'un véhicule utilitaire électrique***

*Certes, la Commune obtient un subside d'environ 60% de la Région wallonne et cet achat s'inscrit dans le cadre du respect de l'environnement. Mais elle doit déboursier de l'argent pour compléter la somme. N'y a t il pas déjà assez de véhicules pour le déplacement des ouvriers ?*

*La première économie, c'est de ne pas l'acheter.*

### **3. L'évolution de la charge de dettes**

*Dans le budget, le Receveur écrit : « Stabiliser la charge de la dette sera la clé de la survie financière de la commune ».*

*Le CDH constate au contraire que celle-ci connaît une croissance de 4,02% par rapport à 2009. Elle augmente dans une moindre mesure mais celle-ci reste croissante.*

*Historique : en 2007, elle augmente de 17%, en 2008 elle augmente de 7,5%, en 2009 elle augmente de 4,25%.*

### **4. Les projets d'investissement**

*La liste des projets d'investissement est longue, elle reprend 55 projets.*

*Le CDH se demande si un avis d'opportunité est émis pour chaque projet inscrit au budget et plus particulièrement pour les projets comme la construction d'un bâtiment sportif, faire 1 nouveau skate park,...*

*Sont-ils réalisables sachant que les mesures à prendre proposées par le receveur sont :*

- 1) Limiter le budget extraordinaire uniquement aux investissements subsidiés (6 projets sur 55 sont subsidiés dans la liste : véhicule utilitaire, extension école d'Erbisoeul, ..)*
- 2) Limiter les dépenses extraordinaires au maximum pendant 5 ans.*
- 3) Le défi de la commune est de stabiliser la charge de la dette en limitant les dépenses de dettes.*

### **Conclusion**

*Le résultat à l'exercice propre est négatif, un prélèvement de 97.000€ sur le fonds de réserve a été nécessaire pour équilibrer le budget 2010.*

*Les charges de la commune ne cessent de croître. De nombreux projets ordinaires et extraordinaires ont néanmoins été budgétés. **Le budget est ambitieux mais est-il tout à fait réaliste ?***

*Est-ce un effet d'annonce en vue des prochaines élections ? Le CDH attend de voir le réalisé.*

-----

Madame SENECAUT, au nom du groupe PS :

Le budget communal de Jurbise recèle peu de surprises en ce qu'il est, pour une large part, un copier-coller de l'exercice 2009.

Le premier constat qui s'impose est – comme l'avait déjà montré l'examen du compte 2008 – le recours devenu systématique au fonds de réserve. 97 000 € sont prélevés cette année pour arriver à présenter un équilibre plus que précaire (le compte 2008 affichait déjà un prélèvement de 188 000 €). Chaque année, le confortable bas de laine constitué par la commune s'érode alors que, par ailleurs – et c'est paradoxal pour une commune libérale – le

taux d'imposition des citoyens (8,5% IPP) atteint déjà un maximum acceptable en terme de rendement.

Il est clair que, dans un contexte globalement difficile pour les communes, des solutions plus structurelles doivent être trouvées pour faire face aux difficultés croissantes rencontrées pour rester en équilibre. Lors de l'examen du compte, le PS avait déjà avancé la nécessité d'une réflexion axée sur une réduction des investissements pour lesquels la part nécessaire en fonds propre serait trop lourde et surtout sur une réduction des dépenses ordinaires de fonctionnement. Pas au détriment du personnel – qui est largement statutarisé et remplit correctement ses missions – mais vraisemblablement au niveau :

- des frais de représentation des autorités communales ;
- de certains services n'étant pas indispensables par rapport à la satisfaction de l'intérêt général ;
- de certaines manifestations de prestige et d'image de marque (à propos desquelles on remarque une tendance à la surestimation des recettes ;

La réflexion reste d'actualité et une autre piste importante devrait sans doute porter sur les économies d'énergie dans les bâtiments.

A l'extraordinaire aussi, l'heure des choix devrait arriver. La majorité inscrit au budget des projets certes ambitieux mais qu'elle sait ne pas toujours pouvoir réaliser. Il est dès lors difficile de cerner ses priorités et d'ouvrir un débat, notamment, sur les outils sportifs et culturels qu'ambitionne Jurbise : veut-on une centralisation de tous les investissements sur le site de la Commune (au risque d'en priver les habitants des communes les plus éloignées) ? Souhaite-t-on au contraire offrir des services plus équilibrés (auquel cas, il faudra notamment un choix clair sur l'outil que l'on souhaite offrir aux Masnuysiens : un foyer culturel réhabilité ou l'acquisition du Broqueroy – et si l'option du foyer n'est pas retenue, gare au risque de créer un chancre). Autre exemple : quelle politique de mise en valeur du patrimoine et des sentiers veut-on ? On inscrit un budget à l'extraordinaire pour baliser des sentiers mais qu'est-il prévu pour les rendre effectivement accessibles ?

Partant du principe que l'on ne pourra pas tout faire, le PS est preneur d'un débat sur les objectifs communaux prioritaires durant cette deuxième partie de mandature

-----

Mademoiselle MORCLETTE fait remarquer que l'indexation des loyers recommandée par le Receveur et demandée par le CDH lors de l'établissement du budget 2009, a été appliquée mais pour un seul des deux immeubles qui sont propriétés de la Commune. L'autre ayant un loyer de 150€ par mois non indexé depuis 1991. La Conseillère s'interroge sur cette différence.

Mademoiselle GALANT signale qu'une explication lui sera donnée en huis clos.

Le budget communal de l'exercice 2010 du service ordinaire clôture aux montants suivants :

### **Recettes du service ordinaire**

	FONCTIONS	PRESTA- TIONS	TRANS- FERTS	DETTE	PRELEVE -MENTS	TOTAL
009	Général	500,00	145.000,00	20.000,00	0,00	165.500,00
019	Dette générale		0,00			0,00
029	Fonds		1.319.676,04			1.319.676,04
04020	Compensation de l'exonération du PI - Plan Marshall		0,00			0,00
049	Impôts et redevances	42.500,00	5.952.593,19			5.995.093,19
059	Assurances	17.000,00	12.500,00			29.500,00
123	Administration générale	18.100,00	20.689,87	0,00		38.789,87
129	Patrimoine Privé	7.784,83	0,00	26.880,85		34.665,68
149	Calamités		0,00			0,00
369	Pompiers	0,00				0,00
399	Justice - Police	0,00	0,00	0,00		0,00
499	Communica./Voiries/cours d'eau	12.500,00	208.321,06	0,00		220.821,06
599	Commerce Industrie			250.523,90		250.523,90
699	Agriculture	104,12				104,12
729	Enseignement primaire	233.600,00	530.909,66	0,00		764.509,66
739	Enseignement secondaire	0,00	0,00			0,00
767	Bibliothèques publiques	800,00	9.033,23			9.833,23
789	Education populaire et arts	101.850,00	3.000,00	0,00		104.850,00
799	Cultes			0,00		0,00
839	Sécurité et assistance sociale	500,00		0,00		500,00
849	Aide sociale et familiale	200,00	50,00			250,00
874	Alimentation - Eaux			9.873,31		9.873,31
876	Désinfection/Nettoyage/Im mond.	250,00	39.386,00		0,00	39.636,00
877	Eaux usées	25.000,00	0,00			25.000,00
879	Cimetières et Protect. Envir.	15.500,00	500,00			16.000,00
939	Logement / Urbanisme	0,00	0,00	0,00		0,00
999	Totaux exercice propre	476.188,95	8.241.659,05	307.278,06	0,00	9.025.126,06
	Résultat positif exercice propre					
999	Exercices antérieurs					422,93

	FONCTIONS	PRESTA-TIONS	TRANS-FERTS	DETTE	PRELEVE-MENTS	TOTAL
999	Totaux (ex. propre et antérieurs)					9.025.548,99
	Résultat positif avant prélèvement					
999	Prélèvements					97.000,00
999	Total général					9.122.548,99
	Résultat budgétaire positif de l'ex.					187,51

### **Dépenses du service ordinaire**

	FONCTIONS	PERSONNEL	FONCTIONNEMENT	TRANS-FERTS	DETTE	PRELEVE-MENTS	TOTAL
009	Général		860,00	0,00	6.500,00	0,00	7.360,00
019	Dettes générales				0,00		0,00
049	Impôts et redevances		52.500,00	500,00			53.000,00
059	Assurances	40.500,00	58.000,00		0,00		98.500,00
123	Administration générale	1.008.630,52	203.757,04	10.350,00	51.202,20		1.273.939,76
129	Patrimoine Privé	0,00	3.850,00		14.852,19		18.702,19
139	Services généraux	0,00	0,00				0,00
149	Calamités				0,00		0,00
360	Protection civile				845,33		845,33
369	Pompiers		0,00	545.026,47	4.880,96		549.907,43
399	Justice - Police	0,00	1.000,00	669.258,05	0,00		670.258,05
499	Communication/Voiries/cours d'eau	963.978,19	353.347,87	3.250,00	570.455,61		1.891.031,67
599	Commerce Industrie		0,00	31.779,20	325,13		32.104,33
699	Agriculture		0,00				0,00
729	Enseignement primaire	854.836,38	443.905,18	1.783,02	266.173,54		1.566.698,12
739	Enseignement secondaire	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
767	Bibliothèques publiques	16.371,84	6.000,00	3.000,00			25.371,84

	FONCTIONS	PERSONNEL	FONCTIONNEMENT	TRANSFERTS	DETTE	PRELEVEMENTS	TOTAL
789	Education populaire et arts	339.770,92	177.115,00	3.404,12	58.354,02		578.644,06
799	Cultes		1.892,42	116.643,30	60.271,08		178.806,80
839	Sécurité et assistance sociale	0,00	16.950,00	980.000,00	32.700,29		1.029.650,29
849	Aide sociale et familiale	0,00	1.000,00	0,00	0,00		1.000,00
872	Santé et hygiène		5.000,00	24.545,00			29.545,00
874	Alimentation - Eaux		1.500,00		9.873,31		11.373,31
876	Désinfection/ Nettoyage/Immond.	112.279,90	198.960,72	416.092,94	35.309,38		762.642,94
877	Eaux usées		1.000,00	250,00	159.167,10		160.417,10
879	Cimetières et Protect. Envir.	115.175,35	11.000,00	0,00	31.182,45		157.357,80
939	Logement / Urbanisme		0,00	1.000,00	10.944,58		11.944,58
999	Totaux exercice propre	3.451.543,10	1.537.638,23	2.806.882,10	1.313.037,17	0,00	9.109.100,60
	Résultat négatif exercice propre						83.974,54
999	Exercices antérieurs						13.260,88
999	Totaux (ex. propre et antérieurs)						9.122.361,48
	Résultat négatif avant prélèvement						96.812,49
999	Prélèvements						0,00
999	Total général						9.122.361,48
	Résultat budgétaire négatif de l'ex.						

Le budget communal de l'exercice 2010 du service extraordinaire clôture aux montants suivants :

### Recettes du service extraordinaire

	FONCTIONS	TRANS-FERTS	INVESTIS-SEMENT	DETTE	PRELEVE-MENTS	TOTAL
009	Général				0,00	0,00
059	Assurances	0,00		0,00		0,00
123	Administration générale	0,00		312.500,00		312.500,00
129	Patrimoine Privé	0,00	0,00	5.000,00		5.000,00
149	Calamités			0,00		0,00
360	Protection civile			15.000,00		15.000,00
369	Pompiers			0,00		0,00
399	Justice - Police	0,00		0,00		0,00
499	Communica./Voiries/cours d'eau	25.000,00	0,00	386.500,00		411.500,00
599	Commerce Industrie	2.500,00		7.500,00		10.000,00
729	Enseignement primaire	1.748.126,96	0,00	1.269.873,04		3.018.000,00
767	Bibliothèques publiques			0,00		0,00
789	Education populaire et arts	303.500,00		713.500,00		1.017.000,00
799	Cultes	0,00	0,00	30.852,00		30.852,00
839	Sécurité et assistance sociale	0,00		0,00		0,00
849	Aide sociale et familiale			0,00		0,00
876	Désinfection/Nettoyage/Im mond.	0,00		0,00		0,00
877	Eaux usées	831.306,30		621.900,32		1.453.206,62
879	Cimetières et Protect. Envir.	16.500,00		25.500,00		42.000,00
939	Logement / Urbanisme	0,00		0,00		0,00
999	Totaux exercice propre	2.926.933,26	0,00	3.388.125,36	0,00	6.315.058,62
	Résultat positif exercice propre					
999	Exercices antérieurs					640.440,77
999	Totaux (ex. propre et antérieurs)					6.955.499,39
	Résultat positif avant prélèvement					560.275,82
999	Prélèvements					1.000,00
999	Total général					6.956.499,

	FONCTIONS	TRANS-FERTS	INVESTIS-SEMENT	DETTE	PRELEVE-MENTS	TOTAL
						39
	Résultat budgétaire positif de l'ex.					561.275,82

### **Dépenses du service extraordinaire**

	FONCTIONS	TRANS-FERTS	INVESTIS-SEMENT	DETTE	PRELEVE-MENTS	TOTAL
009	Général				0,00	0,00
059	Assurances		0,00			0,00
123	Administration générale	0,00	312.500,00	0,00		312.500,00
129	Patrimoine Privé		5.000,00	0,00		5.000,00
149	Calamités			0,00		0,00
360	Protection civile	15.000,00				15.000,00
369	Pompiers	0,00				0,00
399	Justice - Police		0,00	0,00		0,00
499	Communica./Voiries/cours d'eau	0,00	411.500,00	0,00		411.500,00
599	Commerce Industrie		10.000,00			10.000,00
729	Enseignement primaire		3.018.000,00	0,00		3.018.000,00
767	Bibliothèques publiques		0,00			0,00
789	Education populaire et arts	0,00	1.018.000,00	0,00		1.018.000,00
799	Cultes	30.852,00	0,00	0,00		30.852,00
839	Sécurité et assistance sociale	0,00	0,00	0,00		0,00
849	Aide sociale et familiale		0,00			0,00
876	Désinfection/Nettoyage/Immond.		0,00	0,00	0,00	0,00
877	Eaux usées	0,00	1.440.930,92	12.275,70		1.453.206,62
879	Cimetières et Protect. Envir.	7.000,00	35.000,00			42.000,00
939	Logement / Urbanisme		0,00	0,00		0,00
999	Totaux exercice propre	52.852,00	6.250.930,92	12.275,70	0,00	6.316.058,62
	Résultat négatif exercice propre					1.000,00
999	Exercices antérieurs					79.164,95
999	Totaux (ex. propre et					6.395.223,

	FONCTIONS	TRANS-FERTS	INVESTIS-SEMENT	DETTE	PRELEVE-MENTS	TOTAL
	antérieurs)					57
	Résultat négatif avant prélèvement					
999	Prélèvements					0,00
999	Total général					6.395.223,57
	Résultat budgétaire négatif de l'ex.					

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Emet un avis favorable par 15 voix pour, 3 abstentions et 2 voix contre, sur le budget communal de l'exercice 2010 des services ordinaire et extraordinaire.

-----

**17. FINANCES – AVANCE DE TRESORERIE EN VUE DE FAIRE FACE AUX PAIEMENTS DE DEPENSES ORDINAIRES OBLIGATOIRES URGENTES EN ATTENDANT NOTAMMENT LA PERCEPTION DES TAXES ET REDEVANCES REPRISES AU BUDGET COMMUNAL DE L'EXERCICE 2010 – APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** la nécessité dans laquelle se trouve la commune de recouvrir à l'avance de trésorerie pour 2010 en vue de faire face au paiement de dépenses ordinaires obligatoires urgentes pour assurer la vie normale des établissements et services communaux, en attendant notamment la perception des taxes et redevances reprises au budget et centralisées à Dexia Banque;

**Vu** le Code la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

**DECIDE : à l'unanimité**

De solliciter Dexia Banque aux fins ci-dessus, une avance de trésorerie pouvant s'élever au solde non encore perçu des 9/10 du montant des taxes et redevances précitées.

Cette opération sera réalisée aux conditions en vigueur pour les avances de trésorerie gagées par le disponible des recettes ordinaires communales centralisées à Dexia Banque.

Il est expressément entendu que Dexia Banque pourra affecter d'office au remboursement de l'avance précitée toute somme qui sera portée au compte courant de la commune du chef des recettes ordinaires avancées.

Et s'engage irrévocablement :

- à prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'inviter à l'avenir – notamment dans les extraits de rôle, avertissements et toutes invitations à payer quelles qu'elles soient – tous les contribuables à verser directement tant pour l'exercice courant que pour les exercices ultérieurs, lesdites taxes et redevances directement au compte suivant ouvert à Dexia Banque n° 097 – 1542920 – 38 associé au n° 91 – 0003837 – 83
- à faire parvenir sans délai à tous les contribuables les extraits de rôle et éventuellement les avertissements et toutes invitations à payer.
- à aviser d'office et sans retard Dexia Banque de toute modification, réduction ou suppression des taxes et redevances en cause.

-----

## **18. FINANCES – I.E.H. – GARANTIE D'EMPRUNTS PAR SES ASSOCIES – APPROBATION**

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Attendu** que l'Intercommunale IEH, ci-après dénommée « l'Emprunteur », par résolution du 18 juin 2008, a décidé de contracter auprès du consortium bancaire Dexia Banque SA – ING Belgique SA - CBC Banque SA, un emprunt de 186.356.000,00 euros remboursable en 20 ans, destiné au financement général de l'Intercommunale (application des directives du Régulateur Fédéral), et soumis aux modalités et conditions précisées dans le Cahier Spécial des Charges MP.IEH.FP50.2008 et dans l'offre du consortium du 29 août 2008 ;

Cet emprunt est réparti en 2 lots distincts :

- Lot 1 : 75.818.000,00 euros
- Lot 2 : 110.538.000,00 euros

**Attendu** que cet emprunt doit être garanti par plusieurs administrations publiques, à concurrence d'un pourcentage total de 61,53 % pour les 2 lots ;

### **Le Conseil communal : à l'unanimité**

**Déclare** se porter caution de l'Emprunteur envers le Consortium bancaire, de tout montant dont l'Emprunteur est ou serait redevable du chef de l'emprunt précité, tant en capital qu'en intérêts, commissions et frais, mais à concurrence seulement de la part de l'obligation de garantie qui lui est dévolue, c'est-à-dire 0,49 % de l'emprunt de 186.356.000,00 euros contracté par l'Emprunteur soit 922.301,53 euros.

**S'engage**, dans les trente jours de l'envoi par courrier recommandé de la demande de paiement qui lui est adressée par Dexia Banque SA-Fortis Banque SA-Ing Belgique SA et ou CBC Banque SA, à exécuter son engagement de caution envers la Banque.

Le courrier recommandé informera la caution du défaut de paiement de l'Emprunteur ainsi que le solde de ses engagements envers la Banque.

A défaut de paiement de la caution dans le délai de trente jours, des intérêts de retard sont dus de plein droit et sans mise en demeure, calculés conformément à l'article 15§4 de l'annexe à l'AR du 26 septembre 1996, relatif aux marchés publics, jusqu'à parfait paiement.

La présente délibération est soumise à la tutelle générale conformément au Code de la démocratie locale et de la décentralisation et aux décrets applicables.

-----

## **19. FINANCES – I.G.H. – GARANTIE D'EMPRUNTS PAR SES ASSOCIES – APPROBATION**

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Attendu** que l'Intercommunale I.G.H., ci-après dénommée « l'Emprunteur », par résolution du 29 septembre 2008, a décidé de contracter auprès du consortium bancaire Dexia Banque SA – ING Belgique SA - CBC Banque SA, un emprunt de 133.349.000,00 euros remboursable en 20 ans, destiné au financement général de l'Intercommunale (application des directives du Régulateur Fédéral), et soumis aux modalités et conditions précisées dans le Cahier Spécial des Charges MP.IGH.FP50.2008 et dans l'offre du consortium du 29 août 2008 ;

Cet emprunt est réparti en 2 lots distincts :

- Lot 1 : 54.252.000,00 euros
- Lot 2 : 79.097.000,00 euros

**Attendu** que cet emprunt doit être garanti par plusieurs administrations publiques, à concurrence d'un pourcentage total de 44,54 % pour les 2 lots ;

### **Le Conseil communal : à l'unanimité**

**Déclare** se porter caution de l'Emprunteur envers le Consortium bancaire, de tout montant dont l'Emprunteur est ou serait redevable du chef de l'emprunt précité, tant en capital qu'en intérêts, commissions et frais, mais à concurrence seulement de la part de l'obligation de garantie qui lui est dévolue, c'est-à-dire 0,08 % de l'emprunt de 133.349.000,00 euros contracté par l'Emprunteur soit 110.257 euros.

**S'engage**, dans les trente jours de l'envoi par courrier recommandé de la demande de paiement qui lui est adressée par Dexia Banque SA-Fortis Banque SA-ING Belgique SA et ou CBC Banque SA, à exécuter son engagement de caution envers la Banque.

Le courrier recommandé informera la caution du défaut de paiement de l'Emprunteur ainsi que le solde de ses engagements envers la Banque.

A défaut de paiement de la caution dans le délai de trente jours, des intérêts de retard sont dus de plein droit et sans mise en demeure, calculés conformément à l'article 15§4 de l'annexe à l'AR du 26 septembre 1996, relatif aux marchés publics, jusqu'à parfait paiement.

La présente délibération est soumise à la tutelle générale conformément au Code de la démocratie locale et de la décentralisation et aux décrets applicables.

-----

## **20. JURIDIQUE – CONVENTION DE LOCATION D’UN ESPACE BUREAU EN FAVEUR DE MADAME LA DEPUTEE-BOURGMESTRE - RATIFICATION**

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l’article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

**Vu** la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

**Vu** la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l’administration;

**Attendu** que Madame la Bourgmestre a été élue députée auprès du Parlement fédéral à l’issue des élections du 10 juin 2007 ;

**Vu** la mise à la disposition de Madame la Députée-bourgmestre d’une attachée parlementaire, occupant cette fonction à temps partiel ;

**Vu** le rôle joué au quotidien par cette attachée parlementaire et la nécessité pour elle d’accompagner Madame la Députée-bourgmestre dans toutes les activités ayant trait à son rôle de parlementaire ;

**Attendu** que ces activités de parlementaires sont susceptibles d’être exercées aussi bien dans la commune de Jurbise que sur l’ensemble du territoire belge ;

**Attendu** qu’une réactivité immédiate est souvent attendue de la part de Madame la Députée-bourgmestre, tant dans son travail de bourgmestre que dans celui de parlementaire ;

**Considérant** par ailleurs que le rôle d’une attachée parlementaire est d’assister en permanence un parlementaire dans son travail quotidien, permettant notamment à celui-ci de réagir immédiatement à toutes les problématiques et sollicitations se posant à lui tout en disposant des informations adéquates et opportunes ;

**Attendu** qu’il n’est ni possible, ni envisageable de scinder les activités hebdomadaires de Madame la Députée-bourgmestre entre, d’une part, celles strictement limitées à son rôle de bourgmestre, et d’autre part celles strictement limitées à sa fonction de députée ;

**Vu** l’absence de circulaire ministérielle ou de dispositions légales ou réglementaires en la matière ;

**Attendu** que lorsque Madame la Députée-bourgmestre est présente à Bruxelles pour ses activités de parlementaire, son attachée parlementaire l’accompagne à Bruxelles où elle dispose d’un bureau mis à disposition par le Parlement ;

**Considérant** qu'il s'avère toutefois indispensable que l'attachée parlementaire de Madame la Députée-bourgmestre puisse exercer dans le bureau de celle-ci, afin de pouvoir accomplir ses tâches et remplir le rôle qui est le sien les jours où Madame la Députée-bourgmestre est présente à Jurbise ;

**Considérant** qu'un loyer mensuel de 50 € peut être fixé pour la mise à disposition d'un espace bureau dans le bureau de Madame la Députée-bourgmestre, montant qui couvrira les frais d'occupation ;

**Vu** la décision du Collège communal, prise en sa séance du 3 novembre 2009 ;

**Décide :**

Par 17 voix pour, 2 voix contre et 1 abstention

**Article 1er.** - De mettre à disposition de Madame la Députée-bourgmestre un espace bureau dans son bureau de bourgmestre, destiné à accueillir son attachée parlementaire.

**Article 2.** - De fixer le montant du loyer mensuel couvrant les frais d'occupation à 50 €.

**Article 3.** - De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le Receveur communal.

-----

**21. MARCHE PUBLIC – ACQUISITION D'UN VEHICULE UTILITAIRE  
ELECTRIQUE – OBTENTION D'UN SUBSIDE DE LA PART DU SPW –  
DIRECTION GENERALE OPERATIONNELLE DE LA MOBILITE ET DES  
VOIES HYDRAULIQUES – PROPOSITION DU SPW QUANT A UN RATTACHEMENT DE LA COMMUNE DE JURBISE A L'APPEL D'OFFRES GENERAL DE LA REGION WALLONNE POUR LA FOURNITURE DE VEHICULES UTILITAIRES ELECTRIQUES - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Attendu** que le Collège communal a pris connaissance, en sa séance du 30 mars 2009, de l'appel à projets du 13 mars 2009 du Ministre Antoine, relatif au soutien financier éventuel qu'est susceptible d'accorder la Région Wallonne aux pouvoirs locaux soucieux de s'inscrire dans une démarche de déplacements responsables et qui décident d'acquérir des véhicules énergétiquement propres ;

**Vu** la nécessité d'acquérir, pour le Service des Espaces Verts de l'Administration communale de Jurbise, un véhicule destiné à faciliter les nombreux déplacements de courte distance du personnel ouvrier attaché à ce Service, et à limiter le nombre de ces déplacements en permettant au personnel de ce Service de transporter avec lui l'essentiel du matériel d'entretien nécessaire ;

**Vu** le souhait exprimé et répété de la Commune de Jurbise d'inscrire l'essentiel de ses actions dans le cadre du respect de l'environnement et de la responsabilisation des citoyens et du personnel communal ;

**Attendu** qu'il a été décidé par le Collège communal de répondre favorablement à l'appel à projets initié par le Ministre Antoine ;

**Attendu** que le dossier de participation de la Commune devait être envoyé pour le 15 avril 2009 au Service public de Wallonie Mobilité et Voies Hydrauliques – Direction de la Planification de la Mobilité, ainsi qu'un extrait de la délibération du Collège communal proposant le dossier et par lequel le Collège communal accepte de financer la part qui lui sera due en cas de sélection de son dossier ;

**Vu** le courrier du 06 juin 2009 du Ministre Antoine, informant la Commune de l'octroi d'une subvention de 25.000 € destinée à soutenir l'acquisition par la Commune d'un véhicule utilitaire électrique ;

**Vu** l'Arrêté ministériel du 26 juin 2009 octroyant à la Commune de Jurbise une subvention d'un montant maximal de 25.000 € afin de soutenir l'acquisition de véhicules propres ;

**Vu** les courriers des 10 août et 14 octobre 2009 du Ministre Philippe Henry, successeur du Ministre Antoine, et faisant part d'informations complémentaires destinées à encadrer le bon déroulement de la procédure qui, au niveau de chaque commune sélectionnée, devra aboutir à l'acquisition d'un ou plusieurs véhicules électriques ;

**Vu**, enfin, le courrier du 16 novembre 2009 du SPW – Département de la Stratégie de la Mobilité – Direction de la Planification de la Mobilité, invitant les communes qui le souhaitent à participer à l'appel d'offres général soumis à publicité européenne pour la fourniture de véhicules utilitaires électriques, organisé par la Région Wallonne ;

**Vu** la nécessité, pour les communes désireuses de participer à cet appel d'offres général organisé par la Région Wallonne, de faire parvenir pour le 18 décembre 2009 au plus tard la déclaration d'intérêt de leur Collège communal ainsi que l'approbation de leur Conseil communal ;

**Attendu** qu'il peut être estimé que le Cahier spécial des charges confectionné par le Département de la Stratégie de la Mobilité, en collaboration avec des spécialistes du domaine des véhicules électriques, semble à même d'aboutir à la réception d'offres susceptibles de rencontrer les besoins exprimés par l'Administration communale de Jurbise ;

**Vu** la décision du Collège communal qui, en sa séance du 30 novembre 2009, a décidé de participer à l'appel d'offres général organisé par la Région Wallonne ;

**Décide : à l'unanimité**

**Article 1er.** – d'approuver la décision du 30 novembre 2009 du Collège communal de participer à l'appel d'offres général soumis à publicité européenne pour la fourniture de véhicules utilitaires électriques, organisé par la Région Wallonne.

**Article 2.** - d'approuver le Cahier spécial des charges tel qu'élaboré par le SPW – Département de la Stratégie de la Mobilité – Direction de la Planification de la Mobilité.

**Article 3.** – de communiquer au SPW – Département de la Stratégie de la Mobilité – Direction de la Planification de la Mobilité un exemplaire de la présente délibération, et ce pour le 18 décembre 2009 au plus tard.

-----

## **22. QUESTIONS ORALES**

Pas de question posée.

-----

**HUIS CLOS**

-----

**PAR LE CONSEIL,**

Le Secrétaire,

La Présidente,